

ROBOTEK '83

B.D.I.C

N° 6
14 juin
1983

Bulletin du Comité de coordination du syndicat "Solidarnosc" en France

Dans ce numéro

LE 1er MAI, UN GRAND SUCCES DE "SOLIDARNOSC" - FRASYNIUK, BEDNARZ, PINIOR: COMMENT ILS SE SONT FAITS PRENDRE - DEFENDONS-NOUS EN TANT QUE TRAVAILLEURS - LES "PROLETAIRES" ET LES "PROLOS" - L'ASSIGNATION AU LIEU DE TRAVAIL - LA SUREXPLOITATION DES CHEMINOTS - EDMUND BALUKA FACE A SES JUGES - LA TERREUR ET L'AUTODEFENSE - "LA MORT D'UN GAVROCHE POLONAIS" - LE RESEAU CLANDESTIN DE RADIO SOLIDARNOSC S'ELARGIT

"LE GENERAL SOVIETIQUE EN A PLEURE"

"SOLIDARNOSC" DEVANT LA TRIBUNE OFFICIELLE A WROCLAW

Vers 10 h 30 j'ai réussi à atteindre la Place du Marché, où plusieurs centaines de personnes s'étaient déjà rassemblées. La foule qui s'épaississait a voulu se diriger vers la Place Rouge, lieu de rassemblement pour la manifestation de "Solidarnosc". Le mouvement vers la Place Rouge n'a pu aboutir, car la place était remplie des ZOMOs, et ces prétoriens du Général dispersaient les manifestants dès 10 h, comme nous l'avons appris plus tard.

Après la charge des ZOMOs, les matraques et les gaz, nous nous sommes retirés plus loin, vers la Place du Théâtre. Quelques ouvriers ont essayé d'accrocher aux fils électriques du tramway une banderole portant l'inscription "Soldarnosc". Une dame âgée a conseillé de l'accrocher avec un morceau de bois - prenez-le, garçons, cela se suspendra plus facilement - et peu après, le drapeau de "Solidarnosc" flottait au-dessus de la Place du Théâtre.

D'un coup dans la fumée des gaz sont apparus quelques pelotons de soldats en tenue d'apparat qui rentraient de la manifestation officielle. Nous nous sommes liés à eux en scandant "l'armée avec nous!". Cela a formé un petit cortège. Mais quelqu'un de lucide a crié: "Attention, ils sont conduits par un type de la Sécurité". Du côté de la Place du marché venaient d'arriver

les paniers à salade et les canons à eau. Les soldats ont sauté dans les camions en nous souriant et en faisant le signe de la victoire. Les ZOMOs nous ont donné un spectacle d'"adresse". A part les grenades lacrymogènes, ils ont envoyé des pétards de signalisation: de boules enflammées, à peu près de la taille d'une tête humaine. Dans le parc, un arbre a pris feu. Nous étouffions et avons dû nous retirer vers le fond du parc, mais après un moment, nous sommes revenus vers la Place Kosciuszko. Les gens appelaient de tous côtés. Nous étions des milliers. J'ai aperçu plusieurs "camarades" avec des drapeaux rouges sous le bras et de petits noeuds rouges accrochés à leur costume qui fuyaient avec beaucoup d'énergie vers la rue Kollataj. Les "camarades" apparemment n'aimaient pas l'odeur du "socialisme réel".

On entendait crier le mot d'ordre: "Devant la tribune!". De la Place Kosciuszko, qui était à nous toute entière, nous nous sommes avancés en direction de la manifestation officielle en scandant "Solidarnosc!" et "Venez avec nous!" Je me trouvais loin de la tête de la manifestation, et je n'ai donc pas vu le moment précis où le commentateur apeuré et désorienté de la parade du régime s'est tu, puis après un moment a repris son bredouillement: "L'indus-

trie a produit plus cette année,... etc." Epaule contre epaule, faisant le signe V et scandant "Solidarnosc, Walesa, Frasiyniuk, Bednarz, Piniór! Liberté, amnistie! Venez avec nous!", nous avançons sur la voie réservée aux soi-disant "représentants du peuple".

Les trottoirs remplis de passants muets et de policiers ont failli se pétrifier d'épouvante, de stupeur. Les dignitaires perplexes regardaient de tous côtés, la caméra de la Sécurité ronronnait, le haut-parleur bredouillait, les visages immobiles des badauds ont commencé à se ranimer. "Venez avec nous!" Quelques dizaines de passants se sont joints à nous. En nous dirigeant vers la tribune, nous chantions. Nous nous sentions émus et forts. C'était la première vraie manifestation du 1er Mai depuis 1945, pas seulement dans notre ville, mais dans toutes les villes de la Pologne entière!

Les ZOMOs nous ont attaqués à mi-chemin de la tribune, la foule s'est dispersée, les grenades lacrymogènes ont été utilisées copieusement et on a tiré sur nous avec des balles en caoutchouc, et aussi avec des balles à blanc. Comme cela s'est avéré plus tard, la tête de la manifestation était arrivée devant la tribune.

Après quelques instants de consternation, la manifestation des "obéissants", arrêtée par nous, reprit sa marche. Dans

la fumée des gaz apparut une banderole: "L'industrie" et derrière elle des silhouettes morbides avec des drapeaux rouges. Des trottoirs occupés par nous, les gens sifflaient et scandaient: "A bas le régime communiste!", "Crapauds rouges!" Le haut-parleur crachota: "La jeunesse avance, l'avenir de la nation" - et en effet, cette jeunesse défila: gros ventres, chauvres, respirant avec crainte les gaz. "Bravo la jeunesse!" avons-nous crié.

Ceux d'entre nous qui avaient réussi à atteindre la tribune se sont arrêtés pour scander les slogans de paix et faire flotter le drapeau de "Solidarnosc". Les représentants du POUP, du WRON et du PRON étaient effarés. Parmi eux se trouvait un général russe, qui a certainement subi le plus grand choc de sa vie. Les représentants du pouvoir qui a l'audace de s'appeler "populaire", à la vue des pancartes de paix et des doigts en V, ont fui en panique la tribune, renversant les chaises. Pourtant personne ne tenait à la main de pierres, ni de bombes lacrymogènes. L'une des grenades lancées par les ZOMOs était tombée au milieu de la tribune. Le général russe en a pleuré, mais sûrement pas d'émotion. La tribune s'est vidée. L'équipe de la télévision étouffait dans la voiture de retransmission, à cause des gaz.

Notre manifestation de "Solidarnosc" s'est mêlée à trois reprises à la parade de clowns du régime...

UN GRAND SUCCES DE "SOLIDARNOSC"

"C'est un grand succès de "Solidarnosc", a dit Lech Walesa. La farce communiste du 1er Mai a été, pour la première fois dans l'histoire du communisme, complètement compromise. Les rues des villes polonaises ont été remplies par l'avant-garde indiscutée du POUP - les détachements de miliciens et des membres du Service de sécurité. Les gaz, les canons à eau, les matraques, et même, dans la capitale, la milice à cheval, voilà la réaction du POUP devant de vraies manifestations ouvrières. L'oppression tsariste, les cosaques battant les ouvriers - c'est cette généalogie du pouvoir communiste que, le 1er Mai, le WRON a présenté au monde entier, sans masque.

Gdansk, Gdynia, Nowa Huta, Cracovie, Varsovie, Wrocław, Szczecin, Lodz, Poznan, Bydgoszcz - ce sont des villes parmi d'autres où se sont déroulées des manifestations de "Solidarnosc". A Gdansk et Nowa Huta seulement, 70 mille personnes y sont pris part. Dans les autres villes aussi se

sont produites des actions des plus brutales de la part des ZOMOs et des batailles de rues. A Nowa Huta, Ryszard Smagur y a perdu la vie. Exceptionnelles sont les villes où la milice n'est pas intervenue. Sur la Place du Marché à Cracovie, les partisans de "Solidarnosc" ont tenu un meeting juste à côté de la manifestation officielle (nous en avons vu à la télévision les images à vol d'oiseau). Banderoles de "Solidarnosc". A la tribune, la consternation et la panique. La manifestation a gardé son caractère pacifique. Des cas analogues se sont produits dans d'autres villes. En général, le pouvoir a essayé d'isoler les manifestations officielles (à Varsovie, il fallait avoir des cartes spéciales pour entrer) mais là où cela n'a pas réussi, les gens du WRON ont eux aussi fait la connaissance des gaz, des matraques et des jets d'eau. Cette expérience vaut la peine d'en profiter dans le futur.

Le 1er Mai polonais a fait les grands

titres des journaux du monde entier. La position du WRON au plan international a subi un nouveau coup. C'est cela qui donne la mesure du succès dont a parlé Lech Walesa.

Depuis de 13 décembre 1981, la propagande et l'information officielle s'éloignent systématiquement de la réalité et de la vérité. Elles ont depuis longtemps dépassé le niveau de mensonge et d'hypocrisie de l'époque de Gierek, et également tous les seuils de crédibilité.

Aujourd'hui le mensonge, la falsification des faits, le cynisme et l'hypocrisie sont si évidents que l'on ne peut plus la considérer autrement que comme une propagande pour des idiots. Rétablir la vérité des informations télévisées, démasquer les falsifications, tout cela a perdu son sens dans la situation actuelle. Un de nos collaborateurs a demandé à un colonel de l'armée et membre du POUP, ce qu'il pensait des dernières sensations concernant Jozef Piniór. "Ce système n'a aucun honneur, aucun visage, aucun principe. Il va toujours cracher sur ses opposants, essayer de les déconsidérer et de les détruire par tous les moyens possibles. Ni les faits, ni la réalité, ni la probabilité ne sont importants. Il ne s'agit que de cracher, de vomir." Nous le remercions - cela nous explique tout.

Combien de personnes ont participé aux manifestations du 1er Mai? 6,5 - 7,5 millions - ce chiffre donné fièrement par la télévision paraît plausible. C'est le chiffre que nous obtenons approximativement en enlevant au nombre total des citoyens adultes de Pologne celui des habitants des campagnes et des petites villes, plus celui, assez important, de ceux qui ne sont pas sortis de chez eux. Il ne reste qu'une question: combien de ceux qui sont sortis de chez eux ont participé aux cortèges officiels? Probablement même le Bureau politique ne le sait pas. Celui qui est sorti ce jour-là en ville, qui a vu les misérables défilés du WRON, et qui a regardé à la télévision les visages moroses de ses dirigeants, celui-là peut se représenter les véritables proportions. Des militaires, des

anciens combattants, des retraités, une poignée de scouts, les apprentis des usines venus sous la contrainte - c'est cela l'épine dorsale des manifestations officielles, c'est cela l'illustration filmée pour la nouvelle "propagande du succès". Mais pas un succès économique (comme à l'époque de Gierek) - cette fois-ci un succès policier.

"Solidarnosc Walczaca" n° 18/48,
du 8 mai 1983

Dans ses relations sur le 1er Mai, la propagande du régime avance le chiffre de sept millions de participants aux manifestations officielles, et se rengorge de cette réussite de la police d'avoir pu contraindre autant de monde. Mais cette avidité un peu excessive d'exalter leur "succès" a causé la perte des menteurs. Sept millions - c'est la moitié des salariés de toute la Pologne! Et dans toutes les entreprises - petites et grandes - on a fait tout le possible pour que la participation aux manifestations atteigne 10% travailleurs. A l'échelle nationale, cela donne 1,4 millions de personnes. Malgré les menaces, moins de la moitié des "cadres" s'est présentée sur les lieux de départ; c'étaient des "nouveaux syndicalistes", qui constituent en général entre 2 et 5% des travailleurs. En plus beaucoup d'entre eux ont fichu le camp du cortège avant d'arriver à la tribune. Un des participants, membre du POUP, a raconté: "Sur 700 personnes dans mon entreprise, 60 à 70 devaient venir. On en a vu seulement 20, en comptant la direction. L'ambiance était celle d'un enterrement. A mi-chemin je me suis tiré. Plus tard, j'ai appris que même mon directeur avait filé avant d'arriver à la tribune". Voilà le récit de ce participant à la manifestation officielle. Et il est probable que même en calculant de manière très optimiste, 500 à 700 mille personnes ont pu assister dans tout le pays au "gala" officiel.

"Solidarnosc Walczaca" n° 19/49,
du 15 mai 1983



ROBOTNIK '83

Abonnez-vous!

© Musées de Grasse, Alpes-Maritimes

"ROBOTNIK '83" (Ouvrier '83). Bulletin du Comité de coordination du syndicat "Solidarnosc" en France.
120, rue de Crimée 75019 Paris
tel. 208.36.12
Pour recevoir notre bulletin nous vous proposons de vos abonner au prix de 40 f pour 10 numéros. Prix d'un numéro hors-abonnement: 5 f.

LA RENCONTRE ENTRE PINIOR ET MORAWIECKI

COMMUNIQUE JOINT
DU SERVICE D'INFORMATION DU R.K.S.
ET DE L'AGENCE D'INFORMATION
DE SOLIDARITE COMBATTANTE

Le 21 avril 1983 a eu lieu une rencontre entre le président du Comité régional de grève (RKS) du syndicat "Solidarnosc" de Basse-Silésie, Jozef Pinior, et le représentant du Conseil de Solidarité Combattante, Kornel Morawiecki. La rencontre a eu pour thème la situation dans le pays. Les positions concernant les diverses formes de résistance sociale et les programmes d'action ont été confrontées. La nécessité de consultations pour les actions de protestation et de propagande a également été décidée. Il en est résulté entre autres l'accord sur la coordination des manifestations du 1er Mai.

"Z Dnia na Dzień" n° 17/274,
du 28 avril - 5 mai 1983

LA DERNIERE RENCONTRE

Je l'ai vu pour la dernière fois il y a trois jours, après une longue interruption. Il était content d'être parvenu à reconstruire et à développer les structures du RKS. Il a parlé sur la réussite de la semaine de protestation et de sa conception de la lutte basée sur des entreprises bien organisées. Il a raconté la rencontre de la TKK avec Walesa et a parlé de ses impres-

sions et de l'état d'esprit qui règne dans la direction clandestine. Il a annoncé qu'il ne se livrera pas aussi longtemps que Wladyslaw Fraszniuk et Piotr Bednarz se trouveront en prison. Il attendait avec calme et confiance la visite du Pape, mais il n'en espérait aucun changement radical de la situation. Je lui ai posé des questions sur la saisie de l'imprimerie des étudiants - il pensait que cela n'était pas réellement dangereux pour le RK. Nous avons projeté de nous rencontrer à nouveau à la fin du mois de mai.

Combien de temps encore ces chiens courants du SB vont-ils pourchasser les gens comme lui, les seuls depuis 1939 à avoir été élus démocratiquement représentants du peuple?

Qui va remplacer Jozef? Lui-même m'avait parlé avec fierté de l'élection au sein du RKS de ses successeurs. Je crois qu'ils rempliront leur devoir et qu'ils vont continuer avec la même persévérance cette lutte difficile dans la clandestinité pour la dignité et la solidarité, pour le bien-être et la justice. Une lutte que la société gagnera tôt ou tard, c'est une certitude.

Le 24 avril 1983

Kornel Morawiecki

"Solidarnosc Walczaca" n° 17/47,
du 1 mai 1983

LE SERVICE DE SECURITE DESINFORME

Depuis le 26 avril sont apparus massivement dans les entreprises de Wrocław des tracts tendant à désorienter la société. L'un d'eux est le "communiqué de la séance extraordinaire du RKS", qui nous apprend la nomination comme nouveau président du RKS de Kornel Morawiecki, jusqu'à présent président du Conseil de Solidarité Combattante. Bravo pour les auteurs de ce communiqué fallacieux - le roi est mort, vive le roi! L'arrestation de J. Pinior est un coup sévère pour nous, mais nous ne sommes réduits pas à merci. Nous sommes certains que notre camarade K. Morawiecki répondra aux auteurs de ce "communiqué" dans les colonnes de "Solidarnosc Walczaca".

Le 26 avril 1983 a eu lieu à Wrocław une distribution de tracts informant de la nomination de Kornel Morawiecki à la tête du RKS, après l'arrestation de Jozef Pinior, et appelant à "la discipline et l'obéissance". Ils annonçaient également un changement dans la direction du défilé indépendant du 1er Mai. Il est évident que ces tracts avaient pour objectif de semer la confusion et de désinformer. Ni le RKS, ni Solidarité Combattante, ni K. Morawiecki n'ont rien à voir avec ces tracts. Qui en est l'auteur, on le devine facilement.

"Solidarnosc Walczaca" n° 17/47,
du 1 mai 1983

"Z Dnia na Dzień" n° 17/274,
du 28 avril - 5 mai 1983

Abonnez-vous! **ROBOTNIK '83**

© Musées de Grasse, Alpes-Maritimes

L'activité de Jozef Pinior avant et après l'instauration de l'état de guerre dans la République populaire de Pologne a une valeur significative et durable. Cette activité était conforme à l'idée et aux statuts du syndicat "Solidarnosc". J. Pinior a mené les affaires financières de manière correcte et sage. Après l'arrestation de J. Pinior, la situation dans la région de Basse-Silésie s'avère meilleure que les premières analyses et informations n'aurai-

ent pu le laisser penser, bien que des changements énergiques soient nécessaires en plusieurs domaines. Mandaté par la TKK, je rendrai public, dans un avenir prochain, le nom de nouveau président du RKS.

Wroclaw, le 15 mai 1983

Eugeniusz Szumiejko
membre de la TKK du syndicat "Solidarnosc"

"Z Dnia na Dzień" n° 20/279,
du 19 - 26 mai 1983

COMMENT ILS SE SONT FAITS PRENDRE

Durant les huit derniers mois, trois présidents successifs du RKS du syndicat "Solidarnosc" de Basse-Silésie ont été arrêtés l'un après l'autre: le 5 octobre 1982 Wladyslaw Frasyniuk, le 7 novembre 1982 Piotr Bednarz, et le 23 avril 1983 Jozef Pinior. Par les moyens d'information du RKS, nous avons rendus publics au fur et à mesure certains faits et des informations sur les circonstances des arrestations de W. Frasyniuk et P. Bednarz. A présent, nous relatons tout ce que nous savons sur les circonstances de ces arrestations.

W. Frasyniuk habitait depuis début octobre 1982 le quartier de Biskupin, qui était étroitement surveillé par le Service de sécurité (SB). Il s'est avéré par la suite que l'immeuble où il séjournait était sous la surveillance constante des agents du SB, pour des raisons totalement étrangères à sa présence. C'est là que W. Frasyniuk a été identifié et plus tard arrêté.

P. Bednarz a été arrêté pendant sa rencontre avec Waldemar Maszczyk, président de la Commission d'entreprise (KZ) du syndicat "Solidarnosc" de l'entreprise de distribution et d'adduction d'eau. La manière dont s'est déroulée l'arrestation montre que les fonctionnaires du SB savaient sans l'ombre d'un doute que P. Bednarz se trouvait dans l'appartement. L'arrestation de P. Bednarz n'a provoqué aucune arrestation parmi les personnes liées à l'activité du RKS, à l'exception des propriétaires de l'appartement où il se cachait. W. Maszczyk est arrivé le premier au lieu de rencontre. Les agents du SB chargés de l'opération ne dis-

posaient que d'une seule paire de menottes. En sortant de l'appartement, W. Maszczyk parvint à s'enfuir en courant, sans que les agents d'escorte ne le poursuivent. C'était la deuxième rencontre de W. Maszczyk avec P. Bednarz, et le premier avait beaucoup insisté, arguant de l'urgente nécessité de régler certaines affaires. Plus tard, en février 1983, les mass-médias annonçaient que W. Maszczyk "s'était présenté au Commissariat central de la Milice civile de Wroclaw et qu'après avoir fait une déposition, il avait été remis en liberté". Il a repris depuis l'emploi qu'il occupait auparavant.

L'arrestation de J. Pinior a été provoquée par non-observation des règles de sécurité indispensables.

Nous sommes profondément convaincus que l'arrestation des trois dirigeants successifs du syndicat "Solidarnosc" en Basse-Silésie a eu des conséquences négatives aussi bien dans la conscience collective qu'au plan politique. Nous en tirons la leçon. Le RKS a décidé de procéder à un changement profond de son organisation, pour assurer en même temps un bon fonctionnement des structures syndicales et un maximum de sécurité pour les dirigeants. Dans ce but, une commission spéciale a été créée par le RKS pour présenter ses positions et les objectifs à réaliser. Toutes les précisions sur la réorganisation de nos structures seront publiées dans la presse syndicale.

"Z Dnia na Dzień" n° 17/274,
du 28 avril - 5 mai 1983

L'ARRESTATION DE ZBIGNIEW BELZ

DECLARATION DE LA R.K.W. DE GORZOW

Le 15 avril 1983, le Service de sécurité (SB) a arrêté le Président de la Commission régionale exécutive (RKW), Zbigniew

Belz, l'organisateur des structures clandestines de "Solidarnosc", l'homme qui a eu le courage de s'opposer sous son propre nom aux abus du pouvoir, au mépris, aux bottes des soldats et des policiers.

Son arrestation est pour nous tous un coup douloureux, aussi bien pour les dirigeants que pour les militants de base de "Solidarnosc". On nous a enlevé l'homme qui a sacrifié sa liberté et sa vie personnelle à l'idée de la Pologne libre. Aujourd'hui repose sur nous le devoir de continuer son action. La Commission régionale exécutive continuera son activité et appelle toutes les structures clandestines à renforcer leur activité.

La rafle menée le 15 avril 1983 par le SB nous a confirmé la nécessité et le bien-fondé de notre action, a renforcé notre conviction que le SB fonctionne dans un vide social et qu'à condition de garder un minimum de prudence ses possibilités ne sont pas bien grandes.

"Feniks" n° 17/44,
du 24 - 30 avril 1983

LES VOIX DE GORZOW

DEFENDONS-NOUS

Malgré une catastrophique baisse du niveau de vie, malgré une vertigineuse hausse des prix, présentée par le pouvoir comme un remède à la parésie chronique de l'économie, malgré les privations supportées par toute la société, rien ne montre actuellement un mieux dans l'économie et la distribution des articles de base. Après un hurra-optimisme, les commentaires du journal télévisé prennent un ton de plus en plus morose. Dans les discours des ses porte-parole, le gouvernement a du mal à se nourrir lui-même car il se nourrit du sentiment de sa propre sécurité. La situation actuelle fait qu'il ne peut pas jouir avec certitude d'une telle sécurité, mais c'est l'affaire du gouvernement. Notre problème à nous est la misère croissante d'une partie toujours plus importante de la société. Selon les données officielles, le taux d'inflation augmente, ce qui, face à la hausse terrible des prix, peut être traduit comme une chute incessante de la production. La réforme économique s'est montrée impuissante quant au développement d'une économie de l'état de guerre. Mais en réalité, le mécanisme économique de toute la Pologne est un constant échec.

Pour défendre l'existence biologique de la société polonaise il faut exercer une pression organisée et continue sur le pouvoir. C'est seulement par cette route que nous pourrions forcer la bureaucratie du

COMMUNIQUE DE SOLIDARITE COMBATTANTE

La persévérance, le courage et le dévouement à la cause de "Solidarnosc" ont permis à Zbigniew Belz d'organiser la petite région de Gorzow et d'en faire un centre importante de résistance dans le pays. Il a réussi début mars 1983 à achever l'unification organisationnelle de trois régions de la Pologne du Nord-Ouest*. A présent, son engagement et ses initiatives nous manquent, à nous mais surtout à ses camarades de Gorzow. Nous voulons ici exprimer notre regret et aussi notre espoir dans la continuité de son action, même sans lui.

* Il s'agit des régions de Gorzow, Szczecin et Koszalin. Z. Belz a été président de la Fédération des organisations clandestines de "Solidarnosc" de ces trois régions.

"Solidarnosc Walczaca" n° 16/46,
du 24 avril 1983

parti et de l'armée à faire des concessions. Pour neutraliser les effets des phénomènes économiques négatifs, il est tout d'abord indispensable de poursuivre la lutte économique, qui forcera l'armée et le POUP à compter avec les besoins des citoyens, pas seulement en déclarations. On ne peut pas compter ici sur le bon vouloir ou l'aptitude de gestion économique du pouvoir. Il n'y a aucune raison, à part celles du parti, de l'armée et de la milice, pour que la société entière supporte les conséquences de l'échec politique des représentants de ces trois groupes, voulant garder au plus haut prix leur position privilégiée. Il s'ensuit que "Solidarnosc" doit organiser un front de défense contre la montée des prix, surtout des articles alimentaires de base. Si le gouvernement ne se heurte pas en ce domaine à une résistance efficace, il forcera vraisemblablement les prix toujours plus haut, voulant réparer par ce moyen les conséquences d'un bas rendement économique. Le syndicat a comme tâche de tracer une barrière infranchissable. Les mois derniers, on a eu une série d'exemples montrant que les économistes du POUP s'arrangent pour gaspiller non seulement l'esprit de sacrifice et l'engagement de la société, comme en 1956 et 1970, mais aussi les effets potentiels de leurs décisions désastreuses. Le taux d'inflation a augmenté de 30 fois depuis 1979, l'excédent de la demande sur l'offre est porté à

200 milliards de plus que prévu.

Parce que nous n'avons pas le pouvoir d'influer sur le mécanisme de la vie économique, défendons-nous en tant que travailleurs contre les conséquences de l'emporte-

ment du pouvoir. Plus de hausse des prix!

"Feniks" n° 14/41,
du 3 - 9 avril 1983



LES "PROLETAIRES" ET LES "PROLOS"

On ne peut pas être doublement ouvrier. Ou bien on est ouvrier parce que l'on exerce un travail physique, ou alors on est "ouvrier" parce que l'on appartient au "parti ouvrier". L'erreur serait, comme le disent certains, de charger doublement une personne. Les "ouvriers" au titre de leur appartenance au POUP se sont apprivoisé un nom déjà bien démodé: "prolétaires", et appellent sans cesse à "s'unir". Ils forment un clan, prédestiné dans notre pays à gouverner et à profiter de ceux qui travaillent, et qu'on appelle avec mépris "les prolos". Pousser les "prolos" à un travail plus efficace, profiter des fruits de ce travail à leur propre bénéfice, voilà le rôle des "prolétaires" du POUP. Eux, ils ne souhaitent pas du travail, ils l'exigent des autres. Ils sont impropres à toute besogne, leur rôle est de surveiller, dénoncer, forcer les autres et exercer le pouvoir... le pouvoir, le pouvoir comme prix de l'obéissance et de la loyauté. Le goût du pouvoir est bien plus agréable, à tous les niveaux de la direction, quand on a les mains libres et une absolution "en blanc" pour tous les exploits.

Les effets d'une telle moralité "prolétarienne" peuvent s'observer aujourd'hui comme l'exemple éloquent de la consolidation des vieilles conquêtes de la Nomenclature dans une nouvelle réalité - une réalité de guerre.

Rapportons ici un petit exemple qui montre comment on peut savamment conduire et organiser le travail. Cet exemple si typique de notre réalité nous vient de l'entreprise de conduite des eaux et de canalisation, à Gorzow. Nous sommes sur le plan d'eau, à Siedlice, où s'est produite une panne d'hydromètre. Le remplacement d'un mécanisme de l'hydromètre est nécessaire, mais pas celui de tout l'appareil. C'est la nuit du 12 février 1983. La garde de nuit

est assuré par deux machinistes. Les dépanneurs arrivent, au nombre de six. C'est une équipe particulièrement estimée - uniquement des spécialistes, avec de très bons salaires, et tous membres du POUP. Parmi eux le chef d'équipe S. Kasperski et le contremaître M. Michalak, secrétaire du POUP dans l'entreprise. L'équipe a amené avec elle le mécanisme nécessaire pour la réparation. Après l'arrêt de toutes les pompes effectué par les machinistes de service, deux membres de l'équipe de secours ont commencé leur travail. Le reste, y compris le chef d'équipe Kasperski et le contremaître Michalak, se sont installés dans le local de permanence pour bavarder agréablement. Les camarades T. Szpikowski et W. Breza remplacent sans aucune précipitation la pièce de l'hydromètre. De temps à autre, un de leurs collègues, le camarade B. Maszynski, vient jeter un coup d'oeil par ennuï. Les deux machinistes de service assistent à la réparation, prêts à donner un coup de main. Pendant le chef d'équipe et le contremaître n'ont aucune envie de quitter le local bien chaud. Enfin la panne est réparée. Les machinistes remettent les machines en marche après deux heures de coupure d'eau. L'équipe de six camarades se met en route, avec la fierté du devoir accompli. Cette fierté bien méritée aurait été encore plus grande si l'équipe de dépannage avait compté 12 personnes au lieu de 6. C'est l'effet qui compte, et pas le coût qui de toute manière pèsera sur les autres, sur l'obscur société des "prolos". Leur temps c'est de l'argent, qu'ils doivent recevoir régulièrement du simple fait qu'ils sont à disposition. Et la direction? Elle aussi dort tranquillement. Que d'autres se préoccupent donc d'organisation du travail. Montrez-nous où cela se passe mieux. Du calme. Continuons à dormir.

"Feniks" n° 17/44,
du 24 - 30 avril 1983

**"NOUS N'ABANDONNERONS PAS LA LUTTE
POUR LES IDEAUX AUXQUELS LES OUVRIERS,
EN POLOGNE ET DANS LE MONDE ENTIER,
ONT SACRIFIE LEUR VIE"**

L'ASSIGNATION AU LIEU DE TRAVAIL

En mars 1983, le gouvernement de Jaruzelski a rendu un décret qui vise les droits élémentaires des travailleurs. Par ce décret, plusieurs millions de Polonais sont assignés à leur lieu de travail. On peut perdre son emploi, mais on ne peut pas en changer sans l'accord du "fabricant" socialiste. La République populaire de Pologne ait signé le Pacte International des Droits économiques, sociaux et culturels, qui précise dans son article 6 que "les Etats signataires de ce pacte reconnaissent le droit au travail, qui implique le droit de tout citoyen à la possibilité de gagner sa vie par un travail librement choisi ou accepté" et "feront tout le nécessaire pour appliquer ce droit". Mais la junte réintroduit au 20e siècle les rapports féodaux. Contre ce décret, l'Episcopat polonais parmi d'autres a élevé une protestation, mais les communistes ont bien réfléchi comment rouler les "prolos". Comme la fête du 1er Mai était proche, la divulgation de cette invention diabolique risquait, d'après les communistes, de gâcher "la parade de l'unité". Le décret féodal fut donc institué en douce le 9 avril, et rendu public dans les entreprises juste après le 1er Mai. Très ingénieux.

Dans les usines Stilon et Ursus, cela a provoqué une vive agitation étant donné que les deux usines se trouvent sur la liste des entreprises soumises à la "régulation juridique particulière durant la suspension

de l'état de guerre". La liste des associations industrielles, combinats et entreprises concernées est par ailleurs assez importante puisqu'elle compte environ 450 unités économiques, c'est-à-dire "rend heureux" quelques millions de Polonais. Pour combien de temps - on ne le dit pas.

La colère des travailleurs d'Ursus a été augmentée par la décision du directeur Stachowiak d'annuler rétroactivement toutes les démissions postérieures au 9 avril. Cela a été compris comme une provocation, et il faut se demander si dans cette situation, le directeur Stachowiak n'a pas - comme on dit dans la langue du POUP - "perdu la faculté de diriger des collectivités humaines".

Par contre, les syndicats du WRON en ont eu l'eau à la bouche. Quelques ouvriers ont déclaré qu'ils "vont travailler pour avoir le tampon* sur leur carte d'identité".

Voilà la normalisation, la réforme et la sortie de la crise.

* Les Polonais sont obligés d'avoir sur leur carte d'identité un tampon certifiant leur lieu de travail, sinon ils peuvent être arrêtés pour parasitisme.

"Feniks" n° 20/43,
du 15 - 21 mai 1983

LA SUREXPLOITATION DES CHEMINOTS

Les représentants des cheminots de Wrocław nous ont écrit, en nous demandant de présenter la situation dans les Chemins de fer d'Etat polonais (PKP). Voici des extraits du texte qu'ils ont envoyé :

Depuis un certain temps, les mass-médias du régime ont déclenché une campagne contre les cheminots. C'est évidemment un des moyens d'opposer entre eux les groupes professionnels et sociaux. Néanmoins, une partie de la société peut par ignorance de la réalité ajouter foi aux insinuations et aux accusations des dénonciateurs du SB.

Les cheminots sont conscients des griefs de la société contre eux, mais ce ne sont pas les cheminots qui ont conduit les chemins de fer à l'agonie. La situation est la même que dans d'autres secteurs de

l'économie. Le manque de personnel fait que les gens travaillent 300 heures ou plus dans le mois. Le système de 12 heures de travail, ou de 24 heures pour 12 heures de repos, est devenu habituel. C'est vraiment tuer les gens. La fatigue extrême émusse l'attention, et cela provoque des tragédies. Le nombre des accidents augmente de manière inimaginable.

On peut croire que l'acceptation de cet esclavage au travail vient de la nécessité de faire des heures supplémentaires - dans l'équipe de manoeuvre la plus pénible et la plus dangereuse, les salaires nominaux ne dépassent pas 8000 zlotys. Mais cette justification n'est fondée qu'en partie. Réfléchissez, vous tous qui êtes d'accord pour le travail au-dessus des possibilités phy-

siques: ceux qui sont responsables de cet état de choses resteront impunis, la punition sera pour vous.

Quelqu'un a dit que l'homme était la valeur la plus précieuse, mais chez nous l'homme n'est rien d'autre que le "prolo", et il le restera aussi longtemps qu'il sera

d'accord. C'est vrai que nous sommes le groupe professionnel le plus mal payé, mais cela ne veut pas dire qu'il faut accepter ces conditions que nous a imposé un système inhumain.

"Solidarnosc Walczaca" n° 17/47,
du 1 mai 1983

REPRESSION

EDMUND BALUKA FACE A SES JUGES

Je suis accusé, sur la base de l'article 270 alinéa 1, "d'injures, outrages et offense au peuple polonais, à la République populaire de Pologne, son système et ses organes dirigeants". C'est à mon avis l'accusation la plus grave qui ait été portée contre moi par le parquet de voïvodie de Szczecin et qu'a reprise le procureur militaire du district de Poméranie occidentale à Bydgoszcz.

Un homme qui "insulte", "outrage" et "offense" son propre peuple, son propre pays, mérite d'être condamné par tous, et mérite donc une peine. Mais je n'ai trouvé dans le dossier des pièces à conviction aucun terme qui puisse être qualifié d'insulte, d'outrage ou offense au peuple polonais au à la République populaire de Pologne. J'ai toujours été, je reste et je serai fier d'être Polonais. Je suis fier des valeurs et des actes du peuple polonais. Je moi le parquet de voïvodie de Szczecin et au'a reprise le procureur militaire du district de Poméranie occidentale à Bydgoszcz. Un homme qui "insulte", "outrage" et "offense" son propre peuple, son propre pays, mérite d'être condamné par tous, et mérite donc une peine. Mais je n'ai trouvé dans le dossier des pièces à conviction aucun terme qui puisse être qualifié d'insulte, d'outrage ou offense au peuple polonais ou à la République populaire de Pologne. J'ai toujours été, je reste et je serai toujours fier d'être Polonais. Je suis fier des valeurs et des actes du peuple polonais. Je suis fier de l'histoire des générations du peuple polonais. Malheureusement, je ne suis pas fier des gouvernements et des autorités d'Etat, je ne suis pas fier de nombreux organes dirigeants de l'Etat non plus, aussi bien ceux qui existent actuellement que ceux qui ont pu exister dans le passé proche ou plus éloigné. Je ne suis pas fier actuellement du mot socialisme, bien que le socialisme soit le but de toute ma vie. Je n'ai pas l'intention, de ce banc d'accusation, de tenir des propos de soumission veule, de "loyauté" envers le pouvoir d'Etat actuel. Mais je déclare solennellement ne m'être jamais laissé diriger

par des impulsions anarchistes. Je déclare que je serai toujours loyal envers un pouvoir qui oeuvrera au nom du droit et sera "l'expression des intérêts et de la volonté du peuple travailleur", comme le formule l'article 8 de la Constitution de la République populaire de Pologne.

Monsieur le Procureur a formulé cette phrase: "Il a montré des moyens et méthodes d'action politique pour amener à des changements du système de la République populaire de Pologne, puis pour utiliser la violence pour renverser ce système". Je déclare être socialiste et je n'ai jamais entrepris aucune action ni n'entreprendrai dans l'avenir aucune action qui puisse nuire au système socialiste aussi bien en Pologne que dans d'autres pays. Il n'y a jamais eu et il n'y aura jamais dans mon programme politique la formulation d'actions dirigées vers l'utilisation de la violence pour renverser des systèmes socialistes. Mon action a pour but de détruire le système d'exercice du pouvoir, de structures dans l'appareil d'Etat qui, à mon avis, sont des structures antisocialistes.

Le dirigeant de la Confédération de la Pologne indépendante (KPN), Szeremietiew, au cours de son procès, a déclaré: "Le mécanisme qui s'est installé dans notre pays est un mécanisme qui date d'autre époque, et pour le faire bouger, il faut le recouvrir de sang". Je définis personnellement ce "mécanisme" dont parle le dirigeant de la KPN comme un "mécanisme" basé sur la doctrine stalinienne d'une époque qui ne date pas de si longtemps, déjà couvert du sang des ouvriers de Poznan en 1956, des villes de la Baltique en décembre 1970, et à nouveau en décembre 1981. La propagande officielle du POUP crie partout qu'il ne s'agit-là que de "déviations", d'"erreurs" dans la façon d'exercer le pouvoir. Ma conception est tout autre: c'est la continuité du système stalinien, et non pas des déviations ni des erreurs dans le fonctionnement de l'appareil d'Etat ou de l'appareil politique dont il est question. Est-ce qu'il faudra encore qu'il coule du sang polonais

pour que ce mécanisme "bouge"? Ce n'est pas ici le moment d'en parler. Cependant, je souligne avec toute ma conviction que le sang qui a déjà coulé et qui peut encore couler a taché uniquement les mains du pouvoir d'Etat et non celles du peuple. Le scénario d'une éventuelle tragédie nationale ne peut être écrit que par ceux qui sont actuellement en place au pouvoir en Pologne, comme ils ont été par le passé les auteurs de tels événements.

Exiger un changement du système d'exercice du pouvoir, ce n'est pas un crime, mais c'est le droit des gouvernés ou d'un gouverné, droit qui lui est conféré par le droit électoral et les droits constitutionnels civiques. A ce sujet, on peut aborder la question de la réforme du système d'exercice du pouvoir d'Etat et du système d'Etat. J'exprime pour ma part l'idée principale suivante: le socialisme peut être réformé, le stalinisme non. Ici, il est indispensable de définir le principe fondamental d'exercice du pouvoir d'Etat qui est un acte "objet" et le devoir du pouvoir qui est d'être au service de la société en tant que "sujet" de l'Etat.

Il n'est pas nécessaire d'expliquer ce à quoi a amené ce système d'exercice du pouvoir incontrôlé par le peuple dans le domaine économique. La Pologne actuelle peut être considérée comme une manufacture de matières premières en faillite en comparaison avec les pays développés de l'Ouest. La Pologne actuelle est un pays à capitalisme d'Etat où le système économique est un conglomérat d'absurdités pour lequel nous manquons même d'une échelle de comparaison. L'endettement de notre pays est astronomique, compte tenu de notre potentiel économique.

Ma conception sur le plan économique est celle de la création de conseils de travailleurs dans les entreprises ayant une influence décisive dans la domaine des affaires financières et économiques de l'entreprise. En conséquence de quoi, devrait être fondé un conseil national des travailleurs pour les questions économiques de l'Etat. Dans une lettre ouverte, en 1965, Jacek Kuron et Karol Modzelewski proposaient une conception sur les conseils de travailleurs. Je cite: "C'est pourquoi il est nécessaire que la classe ouvrière, outre les conseils dans les entreprises, organise une représentation des personnels des usines du pays, c'est-à-dire un système de conseils de délégués des travailleurs, avec un conseil central. Grâce à ce système de conseils, la classe ouvrière pourra décider du plan économique à l'échelle nationale, soit fixer des objectifs à la produc-

tion sociale, prendre des décisions sur le partage et l'utilisation de son produit, corriger ces décisions et contrôler sans cesse leur application." Une telle conception correspond au programme du Parti socialiste polonais du travail (PSPP) comme au mien propre.

Dans un tel système économique, il convient d'apporter modification au point 4 de l'article 11 de la Constitution de la République populaire de Pologne, qui prévoit que l'Etat a le monopole du commerce extérieur. Je donne un exemple: le commerce extérieur est dirigé par l'instance désignée à cet effet, mais en accord avec le conseil national cité plus haut. C'est un exemple de modification possible.

Dans le programme politique du PSPP, on trouve un principe, celui qu'aucun parti politique n'a le droit d'inscrire dans la Constitution qu'il est la force dirigeante du peuple. Ce qu'a pourtant fait le POUP. Karl Marx disait que la dictature du prolétariat serait instaurée au moment de la prise du pouvoir, au moment de la destruction du capitalisme. Dans notre pays, il n'y a plus de capitalistes, il y a maintenant de cela 40 ans. Et pourtant, depuis, existe une dictature, une dictature sur le prolétariat. Le PSPP luttera pour détruire le monopole du pouvoir du POUP, et par là détruire la dictature qui s'exerce sur le peuple. Le point 11 du programme du PSPP demande que l'armée polonaise et les formations armées de la milice civique n'interviennent pas contre les manifestations ouvrières, et que cela soit sanctionné en toute clarté dans la Constitution. Dans un Etat socialiste, l'armée et les forces de l'ordre sont le bras armé du peuple: elles ne peuvent intervenir contre lui. La carabine forgée par le peuple doit rester dans les mains du peuple et servir ses intérêts et sa défense. Le point 4 du programme du PSPP revendique la dissolution des forces de répression du ministère de l'Intérieur et du Service de sécurité, des formations des ZOMOs et de l'armée de plus de 300 000 membres des ORMOS (Auxiliaires volontaires de la Milice civique), qui sont développés jusqu'aux limites de l'absurde. Ces formations se servent pas à la sécurité du socialisme, mais veillent à ce qu'on ne puisse pas mettre en place dans notre pays un véritable socialisme.

Extraits du supplément
à "Informations Ouvrières" n° 1102

LA TERREUR ET L'AUTODEFENSE

par KORNEL MORAWIECKI

dirigeant de l'Organisation Solidarité Combattante

B.D.I.C

"Gazeta Robotnicza" (organe du POUP à Wrocław - ndr) nous informe qu'une instruction est en cours, concernant "23 membres de deux groupes terroristes agissant dans les mines de Lubin et Rudna". Réfléchissons plus calmement: ces soi-disant terroristes ont mis le feu à trois tableaux d'affichage, ils ont causé des dégâts dans le logement d'un agent du Service de sécurité (SB), dans un autre ils ont fait sauter la porte à l'explosif, ils n'ont battu personne ni causé aucun dommage corporel.

Et les gardiens de l'ordre et de la loi? L'enquête officielle sur les fusillades contre les manifestants sans armes, le 31 août à Lubin, vient d'être annulée. Voyez: les meurtriers ne sont pas là, ou plutôt ils sont là, mais innocents. Une fois de plus, il a été démontré que les coupables, ce sont les tués, les blessés, et les manifestants en général! Un document de plus de cynisme et d'illégalité. Qui exerce ici la terreur? Ceux qui se permettent impunément des chasses à l'homme, qui tuent et qui battent dans les geôles de la Sécurité, ceux qui entretiennent et cachent les assassins anonymes, ou alors ceux qui... mettent le feu aux tableaux du POUP?

Je ne glorifie pas les actions spontanées, non-organisées, de représailles. La haine et le désespoir sont mauvais conseillers. Mais le comble de l'hypocrisie est dans cette situation où le pouvoir usurpateur de la Pologne populaire détruit moralement et matériellement la nation, en se servant de la violence et du chantage, et comble de tout en se prétendant le défenseur de l'ordre. Ceux qui s'opposent à lui, il les appelle terroristes.

La société n'a pas seulement le droit, mais aussi le devoir de l'autodéfense. Les bourreaux, qu'ils soient en uniforme ou en civil, dans la rue ou dans l'intimité des comités du POUP, doivent apprendre la peur du jugement et de la punition. La terreur contre la société est une chose, la défense contre la terreur, l'autodéfense sociale - même armée - en est une autre. Tant que nous ne commencerons pas à nous défendre efficacement, au moins ne permettons pas aux loups de se couvrir de la peau des agneaux.

Kornel Morawiecki

"Solidarnosc Walczaca" n° 17/47,
du 1 mai 1983

"LA MORT D'UN GAVROCHE POLONAIS"

COMMENTAIRE DE SOLIDARITE COMBATTANTE

Le 31 août 1982, des collaborateurs de Solidarité Combattante ont filmé certains moments des manifestations de rue à Wrocław: la foule, les canons à eau prenant pour cible une femme qui tenait tranquillement la poussette de son enfant, l'agent du Service de sécurité (SB) menaçant les gens de sa mitraillette braquée contre eux, les grenades lacrymogènes tirées dans les fenêtres de l'hôpital de la Place du 1er Mai, et la scène dramatique où un camion de la milice écrase volontairement un jeune manifestant.

Le film a été transmis par nous à l'étranger. En janvier, il a été diffusé par la télévision suédoise, puis par d'autres chaînes occidentales. Les journaux ont publié certaines photos, ainsi que les descriptions et des commentaires.

Les 11 et 13 avril, la télévision et les journaux du régime ont attaqué les mass-médias occidentaux pour la diffusion de ce film et pour l'interprétation

quelle le jeune garçon avait trouvé la mort. On nous a montré Jaroslaw Hyk qui, d'après le journal télévisé, était le jeune homme que nous avons filmé le 31 août. Par les sources du SB, nous avons appris comment il avait décidé de paraître, "de sa propre volonté et sans aucune contrainte". Il a été convoqué au Commissariat de la Milice civile, où on lui a signifié le choix suivant: apparaître devant les caméras de la télévision ou avoir un procès. Nous ignorons si J. Hyk est réellement la personne que nos opérateurs ont filmé, mais l'homme écrasé ce jour-là par le camion de la milice a survécu par miracle. Il a été ramassé sur la chaussée et ensuite amené à l'hôpital par des gens qui se trouvaient là. La chance qu'il a eu de survivre miraculeusement ne modifie en rien ni le fait qu'on ait tenté de l'écraser volontairement, ni le jugement que l'on peut porter sur des miliciens qui se rendent coupables de tels actes.

Dans le film du SB présenté à la télévision, on voyait des camions lancés à toute vitesse dans la foule. Les photos que nous avons prises d'un autre endroit, montrent un char d'assaut roulant de 40 à 60 km/h, qui rentre dans une foule de plusieurs centaines de personnes. Ce n'était pas un accident provoqué par le manque de visibilité dû à un parebrise maculé, comme on nous l'a expliqué à la télévision. Il est surprenant qu'il n'y ait pas eu davantage de victimes.

L'indignation de la propagande officielle contre les mass-médias occidentaux après la diffusion de la nouvelle de la mort du garçon est injustifiée - pratiquement il n'aurait pas dû survivre. Tant de personnes ont été tuées ou blessées dans les rues des villes polonaises ou dans les commissariats de la milice, et dans la plupart de cas l'information n'a pas été publiée. Tout a été fait au contraire pour les dissimuler, et les meurtriers protégés contre toute accusation.

Rappelons que le 31 août 1983 à Lubin, on a tiré sur les passants depuis les voitures de la milice: "légitime défense"! Un

passant a reçu une balle dans le dos, pour "plus de sûreté" il a été écrasé ensuite. Est-ce une idée de propagande de "l'état major des structures d'opposition" ("Trybuna Ludu" du 12 avril 1983)? Jerzy Olszewski ("Trybuna Ludu" du 12 avril) se déclare "étonné par la naïveté de journalistes de "Paris-Match", que l'on aurait cru plus expérimentés, qui se sont laissés avoir et qui ont compromis leur journal". Pour notre part, nous ne sommes plus du tout étonnés par le cynisme et le culot avec lequel ces menteurs professionnels jouent leur rôle d'innocents outragés. Nous y sommes habitués.

P.-S. Nous vous demandons de comparer la description de la fiche de soins hospitaliers d'après la version de l'Agence polonaise de Presse (PAP) et celle de "Trybuna Ludu" du 12 avril 1983. Est-il possible qu'un tel document change de contenu pour tel ou tel journaliste? Ou alors, peut-être tout n'a-t-il pas été mis en concordance avec suffisamment de précision...?

"Solidarnosc Walczaca" n° 16/46,
du 24 avril 1983

LE RESEAU CLANDESTIN DE RADIO SOLIDARNOSC S'ELARGIT

Le Comité de coordination du syndicat "Solidarnosc" en France informe:

- Le 28 avril 1983 ont commencé les émissions de Radio Solidarnosc de la Commission régionale exécutive (RKW) de Bielsko-Biala. La première émission a duré 15 minutes et n'a pas été brouillée; elle a été entendue dans un rayon de plusieurs dizaines de kilomètres, y compris à Katowice, capitale de la région de Haute-Silésie.

- Le même jour ont commencé les émissions de Radio Solidarnosc de la Commission régionale exécutive (RKW) de Gorzow. La première émission a duré 10 minutes et a été captée sur les postes de télévision et écoutée dans toute la ville, ainsi que dans quelques localités voisines.

- Le 29 avril 1983 ont commencé les émissions de Radio Solidarnosc de la Commission d'entreprise (KZ) de la grande usine WSK à Swidnik, ville industrielle de la région de Lublin. La première émission a duré presque une demi-heure. Malgré quelques interférences, l'audition a été bonne.

Dans aucun cas les émetteurs n'ont été saisis par le Service de sécurité (SB).

Les émissions ont été dédiées essentiellement à la Fête des Travailleurs du 1er Mai.

Pour l'existence et l'élargissement du réseau clandestin de Radio Solidarnosc, qui fonctionne déjà dans plusieurs villes de Pologne, la solidarité internationale des travailleurs est fondamentale.

Recollectez de l'argent pour soutenir Radio Solidarnosc clandestine et prenez contact avec notre Comité.

Exigez la libération de Zbigniew Romaszewski, organisateur de la première Radio Solidarnosc à Varsovie, condamné à 4 ans et demi de prison.

Sur commande, notre Comité envoie en cassette longue durée l'enregistrement de toutes les émissions de Radio Solidarnosc - Wroclaw entre novembre 1982 et avril 1983. Prix d'un enregistrement complet - 100 f.

Comité de coordination du syndicat "Solidarnosc"
en France

120, rue de Crimée, 75018 Paris, tel. 208.36.12